

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISSANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies . . .	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif . . .	50 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif . . .	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1, fr. 50
Par porteur ou par la poste,
Togo, France et Colonies : 1, fr. 75.
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser
au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la
Mission Catholique de LOMÉ. TOGO. (A. O. F.)

Les abonnements sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions
faites en caractères plus petits que ceux du texte du
Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

M. le Gouverneur PÊTRE, Commissaire p.i. de
la République au Togo, arrivé à Lomé par le pa-
quebot Banfora le 17 novembre 1933 à 18 heures,
a pris ses fonctions le 18 novembre 1933.

SOMMAIRE



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

- Décret du 20 septembre 1933**, rendant applicable
aux colonies, pays de protectorat et
territoires sous mandat du Togo et du
Cameroun, à l'exception de la Martinique,
de la Guadeloupe et de la Réunion, l'arti-
cle 1^{er} de la loi du 27 décembre 1916
concernant la répression du vagabondage
spécial (Arrêté de promulgation du 14
novembre 1933). 628
- Décret du 1^{er} octobre 1933**, autorisant le Com-
missariat de la République française au
Togo à réaliser une troisième et dernière
tranche de 7.200.000 francs sur l'emprunt
de 73 millions prévu par la loi du 22
février 1931. (Arrêté de promulgation du
14 novembre 1933). 629
- Décret du 3 octobre 1933**, approuvant un arrêté du
22 février 1933 du Commissaire de la Ré-
publique portant ouverture et annulation
de crédits au budget local du Togo (exer-
cice 1933). (Arrêté de promulgation du
14 novembre 1933). 630
- Décret du 5 octobre 1933**, déterminant pour le
Togo les infractions auxquelles s'applique
la loi d'amnistie du 13 juillet 1933. (Arrêté
de promulgation du 14 novembre 1933). 631

Circulaire Ministérielle du 18 octobre 1933, sur
les signatures de documents administratifs. 633

ACTES DU POUVOIR LOCAL

- Arrêté du 18 novembre 1933**, désignant à titre
provisoire un chef du secrétariat général
et fixant ses attributions. 634
- Arrêté du 18 novembre 1933**, fixant les attribu-
tions et la composition du cabinet du
Commissaire de la République Française
au Togo p.i. 634
- Arrêté du 18 novembre 1933**, portant nomination
d'un ordonnateur-délégué. 634
- Arrêté du 18 novembre 1933**, portant nomination
d'un ordonnateur-délégué. 635
- Nominations, mutations, etc... concer-
nant le personnel.** 635
- Conseil d'administration** 639
- Tribunal d'appel et d'homologation** 639
- Commissions** 639
- Concessions** 639
- Société** 640
- Peste bovine** 640
- Spécialités pharmaceutiques** 640
- Exhumation** 640
- Domaines** 640

PARTIE NON OFFICIELLE

- Avis de perte de titre foncier** 640
- Foire du Havre** 641
- Annonces — (Voir supplément)**

PARTIE OFFICIELLE**ACTES DU POUVOIR CENTRAL****Répression du vagabondage spécial**

ARRETE N° 696 promulguant au Togo le décret du 20 septembre 1933, rendant applicable aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat du Togo et du Cameroun, à l'exception de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, l'article 1^{er} de la loi du 27 décembre 1916 concernant la répression du vagabondage spécial.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

CHARGÉ DE L'EXPÉDITION DES AFFAIRES COURANTES,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 20 septembre 1933, rendant applicable aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat du Togo et du Cameroun, à l'exception de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, l'article 1^{er} de la loi du 27 décembre 1916 concernant la répression du vagabondage spécial;

Vu le décret du 21 octobre 1933, chargeant M. BAUCHÉ, administrateur en chef des colonies, de l'expédition des affaires courantes au territoire du Togo;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 20 septembre 1933, rendant applicable aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat du Togo et du Cameroun, à l'exception de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, l'article 1^{er} de la loi du 27 décembre 1916 concernant la répression du vagabondage spécial.

Lomé, le 14 novembre 1933.

BAUCHÉ.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 20 septembre 1933.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

La loi du 27 décembre 1916 est venue compléter, en son article 1^{er}, l'article 4 de la loi du 27 mai 1885, déjà modifiée par la loi du 3 avril 1903, en donnant une définition précise du délit de vagabondage spécial et du souteneur et en frappant celui-ci de peines particulièrement sévères.

Nous avons estimé, d'accord avec les gouverneurs généraux et gouverneurs de nos différentes colonies, qu'il était urgent d'étendre ces dispositions à leurs territoires, afin d'y armer les tribunaux d'une façon plus efficace contre une plaie sociale qui tend à se répandre partout, et principalement dans les ports.

En conséquence, nous avons fait préparer le projet de décret ci-joint, que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le ministre des colonies,
Albert DALIMIER.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Eugène PENANCIER.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu les articles 6, 8 et 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'article 4 de la loi du 27 mai 1885, rendue applicable aux colonies en son article 20;

Vu les articles 2 et 3 de la loi du 3 avril 1903 modifiant l'article 4 susvisé;

Vu la loi du 28 mars 1905 étendant la loi du 3 avril 1903 à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion;

Vu le décret du 25 octobre 1907 portant application de la même loi à la Nouvelle-Calédonie;

Vu le décret du 8 juillet 1914 rendant applicables aux colonies autres que la Guadeloupe, la Martinique, la Réunion et la Nouvelle-Calédonie les articles 2 et 3 de la loi du 3 avril 1903 susvisée;

Vu l'article 1^{er} de la loi du 27 décembre 1916;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} de la loi du 27 décembre 1916, modifiant et complétant l'article 4 de la loi du 27 mai 1885 déjà modifié par les articles 2 et 3 de la loi du 3 avril 1903 est déclaré applicable aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat du Togo et du Cameroun, à l'exception de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, pour lesquelles il sera statué par une loi.

ART. 2. — Les dispositions dudit article sont applicables tant aux citoyens français qu'aux étrangers et aux indigènes et assimilés justiciables des juridictions françaises.

ART. 3. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française et aux journaux officiels des territoires auxquels il s'applique et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Rambouillet, le 20 septembre 1933.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Albert DALIMIER.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Eugène PENANCIER.

Emprunt

ARRETE N° 697 promulguant au Togo le décret du 1^{er} octobre 1933, autorisant le commissariat de la République française au Togo à réaliser une troisième et dernière tranche de 7.200.000 francs sur l'emprunt de 73 millions prévu par la loi du 22 février 1931.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
CHARGÉ DE L'EXPÉDITION DES AFFAIRES COURANTES,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 1^{er} octobre 1933, autorisant le commissariat de la République française au Togo à réaliser une troisième et dernière tranche de 7.200.000 francs sur l'emprunt de 73 millions prévu par la loi du 22 février 1931;

Vu le décret du 21 octobre 1933, chargeant M. BAUCHÉ, administrateur en chef des colonies, de l'expédition des affaires courantes au territoire du Togo;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 1^{er} octobre 1933, autorisant le commissariat de la République française au Togo à réaliser une troisième et dernière tranche de 7.200.000 francs sur l'emprunt de 73 millions prévu par la loi du 22 février 1931.

Lomé, le 14 novembre 1933.

BAUCHÉ.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 1^{er} octobre 1933.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Par la loi du 22 février 1931, le commissariat de la République française au Togo a été autorisé à réaliser, par voie d'emprunt, une somme de 73 millions, affectée, pour 65 millions au prolongement du chemin de fer central togolais entre Atakpamé et Sokodé et, pour 8 millions, à la protection sanitaire démographique.

Une première tranche, de 27 millions, a déjà été réalisée, conformément à un décret du 18 avril 1931 : une deuxième tranche, de 38.800.000 francs, a été réalisée par un décret du 2 août 1932.

Les fonds provenant de ces deux tranches ont été répartis comme suit :

I. — Construction de la voie ferrée au-delà d'Atakpamé :

En 1931	25.000.000
En 1932	34.800.000
	<hr/> 59.800.000

II. — Protection sanitaire démographique :

En 1931	2.000.000
En 1932	4.000.000
	<hr/> 6.000.000

Au 31 décembre 1932, la situation des travaux s'établissait comme suit :

Voie ferrée — Dépenses, 53.882.000 francs.

Le terminus a été fixé, provisoirement et en raison des difficultés financières actuelles, au kilomètre 113, dans la région de Blitta, centre de raccordement de la nouvelle ligne en construction avec la route intercoloniale qui traverse le Territoire dans toute sa longueur.

La voie était complètement achevée entre les kilomètres 0 et 67,700, et en exploitation jusqu'au kilomètre 30,600.

L'approvisionnement en ballast, sur la section comprise entre les km. 30,600 et 67,700, était terminé pour 33,58 p. 100.

La plateforme de cette section, achevée jusqu'au kilomètre 102, il a été construit dix-huit ponts à tablier, avec poutrelles enrobées, d'une longueur totale de 209 mètres, ainsi que cinquante huit dalots et soixante-quatre aqueducs Armançon.

La pose de la voie avait atteint le kilomètre 81,576, et les bâtiments et installations diverses étaient achevés.

Protection sanitaire et démographique. Dépenses, 2.121.870 francs, consacrés à des dépenses d'intérêt général dans la métropole (18.530 francs) et sur place, au renforcement des moyens de direction (178.250 francs), à la médecine préventive et hygiène (1.430.300 francs), à la protection de la main-d'œuvre (103.340 francs) et l'assistance médicale (391.450 frs.).

Le Commissaire de la République demande à réaliser maintenant le solde de l'emprunt, soit 7.200.000 frs.

Une commission interministérielle a déterminé les conditions dans lesquelles serait effectuée cette opération.

Des négociations conduites avec la caisse générale de garantie des assurances sociales ont permis d'envisager les conditions d'émission suivantes :

Valeur nominale des titres : 1.000 francs.

Prix d'émission : 924 frs. 06.

Amortissement en 50 ans.

Taux d'intérêt effectif maximum : 5,60 p. 100.

Ces conditions nous ont paru susceptibles d'être approuvées.

En conséquence et conformément aux prescriptions de l'article 3 de la loi du 22 février 1931, nous avons l'honneur de soumettre à votre signature le projet de décret ci-joint, destiné à les sanctionner.

Les fonds à provenir de cette troisième tranche d'emprunt sont destinés à l'exécution des travaux ci-après :

I. — Travaux d'utilité générale, 5.200.000 francs.

Continuation des travaux de construction de la voie ferrée au delà d'Atakpamé.

II. — Protection sanitaire démographique, 2 millions de francs :

a) — Exécution dans la métropole de mesures d'intérêt général se rapportant aux services de protection sanitaire démographique des colonies et territoires bénéficiant de l'emprunt;

b) — Exécution de mesures locales de protection sanitaire, travaux d'hygiène et d'assainissement — forage de puits, contribution à l'adduction d'eau dans les centres urbains, lutte contre les maladies endémo-épidémiques et contre les maladies sociales, protection sanitaire et démographique de la main-d'œuvre.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le ministre des colonies,

Albert DALIMIER.

Le ministre des finances,

Georges BONNET.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du ministre des finances;

Vu la loi du 22 février 1931, autorisant les gouvernements généraux de l'Afrique occidentale française, de l'Indochine et de Madagascar, les commissariats de la République française au Togo et au Cameroun à contracter des emprunts formant un total de 3.900 millions de francs, dont 73 millions de francs pour le Togo;

Vu les décrets des 18 avril 1931 et 2 août 1932, autorisant le commissariat de la République française au Togo à réaliser sur l'emprunt précité, respectivement une première tranche de 27 millions net et une deuxième tranche de 38.800.000 francs net;

Vu les propositions conformes de la commission interministérielle chargée de déterminer les conditions de réalisation de cet emprunt;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le commissariat de la République française au Togo est autorisé à réaliser, sur l'emprunt de 73 millions prévu par la loi du 22 février 1931, une troisième et dernière tranche, de 7.200.000 francs, remboursable en cinquante ans, dont 2 millions de francs seront affectés à la protection sanitaire démographique.

ART. 2. — Le taux d'intérêt effectif maximum auquel cette opération financière pourra être exécutée est fixé à 5,60 pour 100.

ART. 3. — Le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Rambouillet, le 1^{er} octobre 1933.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Albert DALIMIER.

Le ministre des finances,

Georges BONNET.

Budget local (exercice 1933)

ARRETE N° 698 promulguant au Togo le décret du 3 octobre 1933, approuvant un arrêté du Commissaire de la République du 22 février 1933, portant ouverture et annulation de crédits au budget local du Togo (exercice 1933).

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

CHARGÉ DE L'EXPÉDITION DES AFFAIRES COURANTES,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 octobre 1933, approuvant un arrêté du Commissaire de la République du 22 février 1933 portant ouverture et annulation de crédits au budget local du Togo (exercice 1933);

Vu le décret du 21 octobre 1933, chargeant M. BAUCHÉ, administrateur en chef des colonies, de l'expédition des affaires courantes au territoire du Togo;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 3 octobre 1933, approuvant un arrêté du Commissaire de la République du 22 février 1933, portant ouverture et annulation de crédits au budget local du Togo (exercice 1933).

Lomé, le 14 novembre 1933.

BAUCHÉ.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 3 octobre 1933.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le Commissaire de la République au Togo a pris, en conseil d'administration, le 22 février 1933, un arrêté portant ouverture et annulation de crédits au budget local du territoire, exercice 1933.

Ces mesures ne soulevant aucune objection de ma part, j'ai fait préparer, pour les ratifier, conformément aux dispositions de l'article 81 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, le projet de décret ci-joint, que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,

Albert DALIMIER.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions du Commissaire de la République au Togo, modifié par le décret du 21 février 1925;

Vu le mandat sur le Togo, confirmé à la France par le conseil de la Société des nations en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 22 août 1933 portant approbation du budget local du Togo pour l'exercice 1933;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé l'arrêté n° 123 pris en conseil d'administration, le 22 février 1933, par le Commissaire de la République au Togo et portant ouverture au chapitre XVI du budget local du territoire, exercice 1933, d'un crédit supplémentaire de 5.000 francs et annulation d'un crédit équivalent au chapitre XVII du même budget.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Rambouillet, le 3 octobre 1933.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Albert DALIMIER.

ARRETE N° 123 portant ouverture et annulation de crédits au budget local 1933.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté local du 30 décembre 1932 rendant provisoirement exécutoires les budgets du Togo 1933;

Le conseil d'administration entendu;

Vu l'urgence et sous réserve d'approbation ultérieure par décret;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est ouvert au budget local du Togo, exercice 1933, le crédit supplémentaire suivant :

CHAPITRE XVI — *Fonds secrets.*

ARTICLE PREMIER. — *Fonds secrets.*

Paragraphe unique. — Dépenses secrètes 5.000 frs.

ART. 2. — Il sera fait face à l'ouverture de ce crédit supplémentaire au moyen de l'annulation suivante :

CHAPITRE XVII. — *Dépenses imprévues.*

ART. 2. — *Autres dépenses imprévues.*

Paragraphe unique. — Autres dépenses imprévues 5.000 frs.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 22 février 1933.

R. DE GUISE.

Amnistie

ARRETE N° 699 promulguant au Togo le décret du 5 octobre 1933, déterminant pour le Togo les infractions auxquelles s'applique la loi d'amnistie du 13 juillet 1933.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

CHARGÉ DE L'EXPÉDITION DES AFFAIRES COURANTES,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 21 octobre 1933 chargeant M. BAUCHÉ, administrateur en chef des colonies, de l'expédition des affaires courantes au territoire du Togo placé sous le mandat de la France;

Vu le décret du 5 octobre 1933, déterminant pour le Togo les infractions auxquelles s'applique la loi d'amnistie du 13 juillet 1933;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 5 octobre 1933, déterminant pour le Togo les infractions auxquelles s'applique la loi d'amnistie du 13 juillet 1933.

Lomé, le 14 novembre 1933.

BAUCHÉ.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi d'amnistie du 13 juillet 1933 et notamment l'article 15 autorisant le pouvoir exécutif à déterminer par décret, dans les colonies autres que les Antilles et la Réunion les infractions auxquelles s'appliqueront les dispositions de la loi;

Vu le décret du 31 mai 1932 déterminant les infractions auxquelles s'appliquent les dispositions de la loi d'amnistie du 26 décembre 1931 pour les colonies françaises;

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la guerre, du ministre de la marine, du garde des sceaux, ministre de la justice et du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Amnistie pleine et entière est accordée au Togo pour tous les faits commis antérieurement au 20 juin 1933 :

1° A tous les délits et contraventions en matière d'élection — à l'exception des délits de fraude électorale — et de conflits collectifs du travail, ainsi qu'à tous les délits et contraventions connexes autres que les délits de vol et de recel;

2° A tous les délits et contraventions prévus par la loi du 29 juillet 1881 sur la presse, à l'exception des infractions réprimées par l'article 28 de ladite loi, à tous les délits et contraventions prévus par la loi du 28 juillet 1894;

3° Aux délits et contraventions prévus par la loi du 11 juin 1887;

4° A tous les faits commis antérieurement au 20 juin 1933 ayant donné lieu ou pouvant donner lieu contre

les fonctionnaires, agents, employés ou ouvriers des services publics civils à des peines disciplinaires, sans qu'il en résulte aucun droit à la réintégration qui demeure facultative.

Sont exceptés les faits ayant donné lieu ou pouvant donner lieu à des sanctions disciplinaires pour manquement à la probité, aux bonnes mœurs, à l'honneur ou aux règles essentielles imposées par la gestion des caisses publiques ou le maniement des deniers d'autrui.

ART. 2. — Le deuxième alinéa de l'article 7 du décret du 31 mai 1932 est complété comme suit :

« Quant aux déserteurs ayant trente-cinq ans révolus au 12 novembre 1931, ils ne seront astreints qu'aux obligations actuelles de la classe à laquelle ils appartiendraient par leur âge. »

Cette disposition ayant un caractère interprétatif aura un effet rétroactif.

ART. 3. — Amnistie pleine et entière est accordée pour toutes les infractions prévues et punies par les codes de justice militaire pour l'armée de terre et l'armée de mer commises, même par des non-militaires, antérieurement au 20 juin 1933, à tous ceux qui ont bénéficié ou bénéficieront, dans les douze mois qui suivront la promulgation du présent décret, par décret de grâce, soit d'une remise totale de la peine, soit de la remise de l'entier restant de la peine.

Pendant ce même délai de douze mois, les individus condamnés pour ces mêmes infractions, commises avant le 20 juin 1933 et libérés de leur peine, pourront également, par décret, être admis au bénéfice de l'amnistie.

ART. 4. — Tout militaire en état d'interruption de service pour absence illégale, dont l'absence n'a pas volontairement cessé avant le 11 novembre 1918, est déchu du droit à la retraite du combattant.

ART. 5. — Le présent décret d'amnistie ne confère pas la réintégration dans les ordres de la Légion d'honneur et de la médaille militaire.

Il sera statué à cet égard, et pour chaque cas individuellement, par la seule grande chancellerie, et lorsqu'elle en sera sollicitée.

ART. 6. — Pendant un délai de douze mois à compter de la promulgation du présent décret, les délinquants primaires condamnés pour une infraction commise avant le 20 juin 1933 à une peine d'amende ou, avec ou sans amende, à une peine de prison avec sursis d'une durée de trois mois au plus, pourront, par décret, être admis au bénéfice de l'amnistie.

Toutefois, cette amnistie ne pourra s'étendre à d'autres infractions qu'à celles prévues et énumérées dans le décret d'amnistie du 31 mai 1932, exception faite des infractions aux codes de justice militaire pour les armées de terre et de mer auxquelles ne s'applique pas le présent article.

ART. 7. — L'article 7 de la loi d'amnistie du 13 juillet 1933, modifiant l'alinéa 8 de l'article 20 de la loi du 29 avril 1921, modifié par l'article 16 de la loi du 3 janvier 1925, modifié par la loi du 26 décembre 1931, article 8, et conçu ainsi qu'il suit est déclaré applicable au Togo.

Le recours prévu à l'alinéa 1^{er} du présent article est également ouvert, sur la demande du condamné, dans les conditions indiquées ci-dessus contre les condamnations prononcées entre le 24 octobre 1918 et le 20 juin 1933 par les conseils de guerre et les tribunaux militaires, sous la réserve qu'il s'agisse d'infractions prévues par le code de justice militaire et commises par des militaires au cours d'opérations militaires.

Jusqu'au 14 juillet 1935, le ministre de la justice pourra, dans les mêmes conditions, saisir la chambre des mises en accusation d'un recours contre les condamnations prononcées au cours de la guerre par les conseils de guerre et les conseils de guerre spéciaux qu'il jugerait devoir être réformées dans l'intérêt de la loi ou du condamné.

Dans les cas prévus à l'alinéa précédent, le ministre de la justice pourra, dans les mêmes conditions, saisir la chambre des mises en accusation lorsqu'il en sera requis par le condamné ou ses ayants droit tels qu'ils sont précisés par le présent article.

Dans le même délai, lorsque les recours en revision formés, soit par application de l'article 443 du code d'instruction criminelle, soit par application du présent article pour les condamnations prononcées en temps de guerre par les conseils de guerre et les conseils de guerre spéciaux, auront été rejetés, soit par la chambre criminelle de la cour de cassation, soit par la chambre des mises en accusation, le garde des sceaux pourra, après avis du ministre de la guerre ou de la marine, déférer ces décisions, aux fins de nouvel examen, à la cour de cassation toutes chambres réunies, laquelle, sur réquisitions écrites et motivées du procureur général, statuera définitivement sur le fond, comme juridiction de jugement investie d'un pouvoir souverain d'appréciation.

ART. 8. — L'amnistie ne peut, en aucun cas, mettre obstacle à l'action en revision devant toute juridiction compétente en vue de faire établir l'innocence du condamné.

ART. 9. — Les droits des tiers étant expressément réservés, pourra la partie lésée, nonobstant les dispositions de l'article 46 de la loi du 29 juillet 1881, porter son action devant la juridiction civile si l'infraction était de la compétence de la cour d'assises, ou si la juridiction répressive n'avait pas déjà été saisie par la citation directe ou par l'ordonnance de renvoi.

Dans les mêmes conditions, l'amnistie ne pourra être opposée aux administrations de l'Etat agissant comme partie civile en suite d'infraction ayant porté préjudice soit au trésor, soit au domaine de l'Etat.

ART. 10. — En cas de condamnation pour infractions multiples, le condamné est amnistié si l'infraction amnistiée par le présent décret comporte la peine la plus forte ou, en tout cas, une peine égale à la peine prévue pour les autres infractions poursuivies, lors même que les juges, après avoir accordé les circonstances atténuantes pour cette infraction, auraient emprunté la répression à un article prévoyant une peine inférieure.

ART. 11. — L'amnistie de l'infraction entraîne la remise de toutes les peines principales et accessoires, notamment de la relégation, qui ont pu être prononcées lors de la condamnation dont elle a été l'objet, comme aussi elle rétablit son auteur dans le bénéfice du sursis qui a pu lui être accordé lors de la condamnation antérieure.

ART. 12. — L'amnistie n'est pas applicable aux frais de poursuites et d'instance avancés par l'Etat, aux droits fraudés, restitutions, dommages-intérêts.

ART. 13. — Il est interdit à tout fonctionnaire de l'ordre administratif ou judiciaire de rappeler ou de laisser subsister dans un dossier ou autre document quelconque et sous quelque forme que ce soit les condamnations et les peines disciplinaires effacées par l'amnistie.

L'interdiction prévue ne concerne pas les minutes des jugements ou arrêts déposés dans les greffes.

ART. 14. — Amnistie pleine et entière est accordée à toutes les infractions aux dispositions du droit local, pour les faits de la nature de ceux visés au présent décret, commis antérieurement au 20 juin 1933.

ART. 15. — Le bénéfice de la grâce amnistiante est, en outre, accordé conformément aux dispositions des alinéas 4 et 5 de l'article 15 de la loi du 13 juillet 1933 ainsi conçus :

Toutefois, pour les infractions visées par la présente loi et qui ne seront pas comprises dans les décrets prévus par l'alinéa 2 du présent article, amnistie pleine et entière est accordée à tous ceux qui auront bénéficié ou qui bénéficieront, par décret de grâce, dans l'année de la promulgation de la présente loi, soit d'une remise totale de peine, soit de la remise de l'entier restant de la peine.

Les décisions de grâce intervenues en application de l'alinéa 4 du présent article et en dehors des infractions mentionnées dans les décrets prévus à l'alinéa 2 seront publiées aux journaux officiels des colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat, autres que la Guadeloupe, la Martinique, la Réunion et la Guyane française.

ART. 16. — Le président du conseil, ministre de la guerre, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de la marine et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel

de la République française, au journal officiel du Togo et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Rambouillet, le 5 octobre 1933.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le président du conseil, ministre de la guerre,
Edouard DALADIER.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Eugène PENANCIER.

Le ministre de la marine,
Albert SARRAUT.

Le ministre des colonies,
Albert DALIMIER.

Signatures

Paris, le 18 octobre 1933.

CIRCULAIRE N° 1105

LE MINISTRE DES COLONIES

à messieurs les gouverneurs généraux et gouverneurs des colonies, les Commissaires de la République au Togo et au Cameroun et l'administrateur des Iles Saint-Pierre et Miquelon.

Mon attention a été appelée sur des signatures absolument illisibles de certains documents administratifs et de lettres parvenus à l'administration centrale. Comme d'autre part ces signatures sont fréquemment précédées de la mention « par ordre », il devient impossible d'identifier les fonctionnaires qu'elles sont censées désigner et de savoir s'ils avaient bien qualité pour signer.

A plusieurs reprises mes prédécesseurs, en particulier par les circulaires des 5 juillet 1918 et 29 septembre 1919, vous avaient signalé ces errements en vous donnant des instructions précises pour éviter leur retour. Ces indications semblent avoir été perdues de vue, notamment celle qui invitait à faire précéder « toute signature . . . du nom, écrit très lisiblement, du signataire de la pièce ou de la dépêche ».

Il vous appartient donc de donner les ordres les plus formels pour l'exécution stricte à l'avenir des prescriptions ci-dessus rappelées.

Je ne verrais du reste que des avantages à ce que chaque fonctionnaire appose à côté de sa signature un cachet portant ses nom et prénoms, et l'indication de son grade et de son cadre.

La présente circulaire devra être insérée aux diverses publications officielles de votre colonie.

Signé : Albert DALIMIER.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Secrétariat général

ARRETE N° 704 désignant à titre provisoire un chef du secrétariat général et fixant ses attributions.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 6 mars 1923 réorganisant le conseil d'administration et le conseil du contentieux administratif au Togo et portant création de l'emploi de chef du secrétariat général;

Vu l'arrêté du 16 avril 1923 instituant en exécution du décret précité un emploi de chef du secrétariat général; ensemble les arrêtés du 31 mars 1932, 13 mai 1932, 21 novembre 1932, 15 août 1933, 31 octobre 1933, organisant ou réorganisant les bureaux et services du commissariat de la République;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — M. BAUCHÉ, administrateur en chef des colonies, inspecteur des affaires administratives du Territoire, est provisoirement délégué dans les fonctions de chef du secrétariat général.

ART. 2. — Sous l'autorité du Commissaire de la République, le chef du secrétariat général centralise les affaires rentrant dans les attributions du bureau des services financiers, du bureau des affaires économiques et du bureau de l'administration générale, telles qu'elles sont déterminées par l'arrêté local du 31 mars 1932.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 18 novembre 1933.

PÊTRE.

Cabinet du Commissaire de la République

ARRETE N° 705 fixant les attributions et la composition du cabinet du Commissaire de la République française au Togo p. i.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le cabinet du Commissaire de la République comprend :

les services du cabinet.
une section des affaires politiques.
une section du personnel.
un bureau militaire.

ART. 2. — Sont nommés :

Chef de cabinet :

M. CERVEAUX, administrateur de 3^e classe des colonies;

Chef-adjoint, chargé de la section des affaires politiques :

M. JARDILLIER, administrateur de 3^e classe des colonies;

Chargé de la section du personnel :

M. MOURAGUES, élève-administrateur des colonies;

Attaché au cabinet :

M. CONSO, adjoint des services civils;

Chef du bureau militaire :

M. CORDIER, capitaine d'infanterie coloniale.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 18 novembre 1933.

PÊTRE.

Ordonnateurs délégués

ARRETE N° 706 portant nomination d'un ordonnateur délégué.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté du 18 novembre 1933, déléguant M. BAUCHÉ, administrateur en chef des colonies dans les fonctions de chef du secrétariat général du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — M. BAUCHÉ, administrateur en chef des colonies, chef du secrétariat général, est nommé ordonnateur-délégué du budget local, du budget annexe de la santé publique et de l'assistance médicale, et du budget annexe sur fonds d'emprunt.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 18 novembre 1933.

PÊTRE.

ARRETE N° 707 portant nomination d'un ordonnateur délégué.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté du 5 novembre 1932, organisant le service des chemins de fer et du wharf du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — M. le capitaine du génie BILLET, chef du service des chemins de fer et du wharf par intérim, est nommé ordonnateur délégué du budget annexe des chemins de fer et du wharf.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 18 novembre 1933.

PÊTRE.

NOMINATIONS, MUTATIONS, ETC. CONCERNANT LE PERSONNEL

PERSONNEL EUROPÉEN

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Rappels d'ancienneté

Par arrêtés du ministre des colonies en date des :

21 octobre 1933. — En exécution des lois des 1^{er} avril 1923 (article 7), 17 avril 1924, 9 décembre 1927 et 19 mars 1928, les rappels d'ancienneté pour services militaires indiqués ci-après sont attribués dans leur emploi actuel aux administrateurs-adjoints de 3^e classe des colonies dont les noms suivent, pour compter du jour de leur prise de rang dans le cadre des administrateurs :

M. M.

LESTRADE (Auguste, Laurent, Joseph), 3 ans, 8 mois, 22 jours.

PÉCHOUX (Laurent, Elisée), 11 mois, 24 jours.

6 septembre 1933. — Les rappels d'ancienneté pour services militaires indiqués ci-après sont conservés dans leur emploi actuel, aux fonctionnaires dont les noms suivent, du cadre général des ingénieurs météorologis-

tes des colonies, qui ont été promus pour compter du 1^{er} juillet 1933 :

M. M.

CARON Jules, ingénieur-adjoint de 2^e classe 2 mois, 12 jours.

ACTES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'A. O. F.

Réintégration

Par arrêté du Gouverneur Général p. i. de l'A. O. F. en date du :

23 octobre 1933. — M. DUBOIS Georges, chef de gare après 66 mois du cadre commun supérieur des chemins de fer de l'A. O. F. en service détaché au Togo, dans les conditions de l'article 59 de l'arrêté du 17 mai 1922, depuis le 25 décembre 1927 est réintégré dans les cadres pour compter de la veille du jour de son embarquement pour la colonie.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Détachement

Par arrêté du :

20 novembre 1933. — Est renouvelé pour une période de 3 ans le détachement à l'agence économique des territoires africains sous mandat, en qualité de sous-directeur, de M. PARISOT, administrateur en chef des colonies.

Affectations

Par décisions des :

3 novembre 1933. — M. MARY André, vétérinaire contractuel, est nommé inspecteur vétérinaire et de l'élevage.

9 novembre 1933. — M. BRÉCÉ, adjoint-technique principal de 1^{re} classe du cadre général des travaux publics des colonies, retour de congé, attendu à Lomé vers le 8 novembre 1933 par s/s *Amérique*, est mis à la disposition du chef du service des travaux publics.

10 novembre 1933. — M. DUBOIS, commis de 3^e classe stagiaire des services civils du Togo, en service au bureau des finances, est mis à la disposition du commandant de cercle d'Anécho et nommé agent spécial dudit cercle, en remplacement de M. ROTH, adjoint de 1^{re} classe des services civils, titulaire d'un congé administratif.

M. LE GLATIN Jean Yves, commis de 3^e classe stagiaire des services civils, en service au bureau des finances, est mis à la disposition du commandant de cercle de Klouto, et nommé agent spécial dudit cercle, en remplacement de M. MENEAU Jean, commis de 1^{re} classe des services civils titulaire d'un congé administratif.

14 novembre 1933. — Le docteur ROUGIER, médecin-contractuel, chargé du service médical mobile de l'émigration, ayant terminé la prospection des villages de la région de Nuatja, est nommé médecin-chef de la subdivision de Bassari.

Il reste à la disposition du chef du service de santé pour toute mission éventuelle concernant les villages d'émigration cabraise. Sa solde et ses accessoires de solde continueront à être payés au titre du budget de l'emprunt.

15 novembre 1933. — Est remis à la disposition du chef du service de construction du chemin de fer central togolais, M. GARABELLO Giovanni, mécanicien journalier, provisoirement en service au garage central.

20 novembre 1933. — M. WALLON Gaston, comptable après 36 mois des travaux publics du Togo, est désigné pour remplir les fonctions de gérant de la caisse d'avances, de billeteur et de caissier central du chemin de fer et du wharf à compter du 16 novembre 1933 en remplacement de M. PLANCQ Jean, agent comptable avant 36 mois, du chemin de fer du Togo, titulaire d'un congé administratif.

M. WALLON aura droit aux indemnités de responsabilité prévues au tableau n° 2 de l'arrêté du 20 mai 1933.

22 novembre 1933. — M. DUMONT, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies, est nommé chef de la subdivision de Tsévié, en remplacement de M. PERRET, adjoint principal des services civils, en instance de départ en congé.

M. DUMONT exercera cumulativement les fonctions de président du tribunal de 1^{er} degré, d'agent spécial et de directeur et surveillant chef de la prison de Tsévié.

M. BURLURAUX, adjoint principal des services civils, adjoint au commandant de cercle de Klouto, est nommé adjoint au commandant de cercle d'Anécho, en remplacement de M. DUMONT, appelé à d'autres fonctions.

M. BURLURAUX exercera cumulativement les fonctions de président du tribunal de 1^{er} degré et de surveillant-chef de la prison.

M. TERRAC, adjoint des services civils, attendu par s/s *Brazza* le 22 novembre 1933, est nommé adjoint au commandant de cercle de Klouto, en remplacement de M. BURLURAUX, appelé à d'autres fonctions.

Il exercera cumulativement les fonctions de président du tribunal de 1^{er} degré.

M. JAGU, adjoint des services civils, est mis à la disposition du chef du secrétariat général.

M. MAILLET, adjoint des services civils, est nommé adjoint au commandant de cercle de Mango, en remplacement de M. CORROT, administrateur-adjoint des colonies et est chargé provisoirement des fonctions d'agent spécial du cercle en remplacement de M. VIALE, commis des services civils, partant en congé.

Il aura droit, en cette qualité, à l'indemnité de responsabilité prévue à l'arrêté du 20 mai 1933.

M. MAILLET est nommé président du tribunal de 1^{er} degré de Mango.

Sont affectés à la section du personnel :

M. GAUDONVILLE, adjoint principal des services civils.

M^{me} JAGU, dame dactylographe.

Aux services du cabinet :

M^{me} THIVOLLE, dame sténo-dactylographe.

M. LANREZAC, administrateur de 1^{re} classe des colonies, est nommé commandant de cercle d'Anécho, en remplacement de M. JARDILLIER, administrateur de 3^e classe des colonies, appelé à d'autres fonctions.

M. LANREZAC, commandant de cercle d'Anécho, est nommé président du tribunal de 2^e degré.

Congés et passages

Par décisions des :

9 novembre 1933. — Un congé administratif de 7 mois pour en jouir 2, place de la République à Alkirch (Haut-Rhin), est accordé à M. CORROT Raymond, administrateur-adjoint de 2^e classe des colonies, qui compte 28 mois et 26 jours de séjour consécutifs dans le Territoire.

M. CORROT se rendant de Mango à Marseille par ses propres moyens, recevra après son arrivée à Marseille la somme de cinq mille cent soixante huit francs (5.168 frs.) représentant le montant de son passage en 1^{re} classe, 2^e catégorie sur le paquebot *Banfora*.

Le congé administratif de M. CORROT commencera à courir du jour de l'arrivée à Marseille du paquebot *Banfora* attendu à Lomé vers le 27 novembre 1933.

Un congé administratif de 7 mois pour en jouir 31 rue du 4 Septembre à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône) est accordé à M. VIALE Raymond, commis des services civils du Togo qui compte 28 mois et 9 jours de séjour consécutifs dans le Territoire.

M. VIALE se rendant de Mango à Marseille par ses propres moyens recevra après son arrivée à Marseille la somme de quatre mille cent soixante et un francs (4.161 frs.) représentant le montant de son passage en 2^e classe 3^e catégorie sur le paquebot *Banfora*.

Le congé administratif de M. VIALE commencera à courir du jour de l'arrivée à Marseille du paquebot *Banfora* attendu à Lomé vers le 27 novembre 1933.

Une réquisition de passage en 1^{re} classe, 2^e catégorie de Lomé à Marseille, est accordée à M. SOJIER Henri, médecin-capitaine des troupes coloniales ainsi qu'à sa femme, sur le paquebot *Banfora* attendu à Lomé vers le 27 novembre 1933.

Est et demeure rapporté l'article 2 de la décision du 31 octobre 1933, accordant congé et réquisition de passage à M. PERRET, adjoint-principal des services civils.

22 novembre 1933. — Un passage pour la France en 2^e classe, 3^e catégorie sur le paquebot *Banfora* attendu à Lomé, vers le 27 novembre 1933 est accordé à M. PERRET Jean, adjoint-principal des services civils du Togo, se rendant en congé 46 rue Winpheling à Strasbourg (Bas-Rhin).

PERSONNEL INDIGÈNE**Nomination**

Par décision du :

9 novembre 1933. — Est et demeure rapportée, pour compter du 19 octobre 1933, la décision en date du 19 octobre 1933, portant nomination à l'emploi de moniteur auxiliaire de l'enseignement officiel du nommé AYI Frédéric Emile KUÉVI.

Titularisation

Par arrêté du :

16 novembre 1933. — Est titularisé dans son emploi en qualité de garde d'hygiène de 4^e classe, le garde d'hygiène de 4^e classe stagiaire KROSSOU AKOUMBIO Albert.

Affectations

Par décisions des :

3 novembre 1933. — Le facteur enregistreur de 4^e classe DOEVI Augustin, chef de station à Anié est chargé, cumulativement avec ses fonctions, du service postal et du transit du service local à Anié pour compter du 1^{er} juillet 1933.

14 novembre 1933. — L'infirmier de 3^e classe MAHOUENA Emmanuel et les microscopistes AMADOU BANNA et GAMIN ASSANTÉ, détachés au service médical mobile de l'émigration, sont affectés à la subdivision de Bassari.

L'infirmier de 5^e classe AMOUZOUVI Bernard et les microscopistes ATCHABEO BEAO et GOUNY Grégoire, détachés au service médical mobile de l'émigration, rejoignent leur poste à Pagouda à la disposition du médecin-chef du secteur de prophylaxie.

Le conducteur GOMEZ Dominique chauffeur de la voiture TT 198 du Docteur ROUGIER, est affecté à la subdivision de Bassari.

20 novembre 1933. — Le commis-expéditionnaire principal de 5^e classe GBEDEY Robert, en service au bureau des finances, est mis à la disposition du chef du cabinet du Commissaire de la République.

Congés et permissions

Par décisions des :

3 novembre 1933. — Un congé de 90 jours, avec traitement, du 15 novembre 1933 au 12 février 1934 inclus, est accordé au commis-expéditionnaire de 8^e classe LAWSON Simon, en service au bureau des finances (matériel), pour en jouir au Territoire.

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 15 novembre au 14 décembre 1933 inclus, est accordé au facteur de 3^e classe des P. T. T. ZOUCHEGNON ADIGNON, en service aux P. T. T., pour en jouir à Atakpamé.

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 13 novembre au 12 décembre 1933 inclus, est accordé au commis des P. T. T. de 4^e classe POENOU Marcellin, en service aux P. T. T., pour en jouir au Territoire.

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 10 novembre au 9 décembre 1933 inclus, est accordé au moniteur agricole contractuel de 3^e classe ALI SAMA, en service à Nuatja, pour en jouir à Bafilo (cercle de Sokodé).

Un congé de 45 jours, avec traitement, du 13 novembre au 27 décembre 1933 inclus, est accordé au préposé des douanes de 6^e classe NOVIVO Jean, en service au bureau des douanes de Lomé, pour en jouir au Territoire.

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 13 novembre au 12 décembre 1933 inclus, est accordé au maître ouvrier de 6^e classe EDOUARD WILSON, en service aux chemins de fer (traction), pour en jouir à Anécho.

Un congé de 60 jours, avec traitement, du 25 novembre 1933 au 23 janvier 1934 inclus, est accordé au facteur-enregistreur de 2^e classe DOVI Jonathan, en service à Agbatitoe, pour en jouir au Togo.

9 novembre 1933. — Une permission de 15 jours, avec traitement, du 13 au 27 novembre 1933 inclus, est accordée au planton de 1^{re} classe OROGBO Jean, en service au bureau des services financiers, pour en jouir au Territoire.

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 20 novembre au 19 décembre 1933 inclus, est accordé à l'infirmier de 5^e classe SAMUEL GBIKPI, en service à Pagouda (cercle de Sokodé), pour en jouir à Anécho.

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 21 novembre au 20 décembre 1933 inclus, est accordé au maître-ouvrier de 4^e classe ATHANASIOS MENSAH, en service aux chemins de fer (traction), pour en jouir au Territoire.

Un congé de 75 jours, avec traitement, du 15 novembre 1933 au 28 janvier 1934 inclus, est accordé au facteur-enregistreur de 3^e classe LAWSON William, en service aux chemins de fer (exploitation), pour en jouir au Territoire.

14 novembre 1933. — Un congé de 30 jours, avec traitement, du 25 novembre au 24 décembre 1933 inclus, est accordé à l'ouvrier de 3^e classe MENSABI Jean, en service aux chemins de fer, pour en jouir au Territoire.

Un congé pour maladie de 30 jours avec traitement, du 13 novembre au 12 décembre 1933 inclus, est accordé à l'ouvrier de 5^e classe CHECOUVI Louis, en service aux travaux publics, pour en jouir au Territoire.

Un congé de 45 jours, avec traitement, du 25 novembre 1933 au 8 janvier 1934 inclus, est accordé au mécanicien-conducteur de 4^e classe KODJO Laurence, en service aux travaux publics (garage central), pour en jouir au Territoire.

15 novembre 1933. — Est et demeure rapportée la décision du 14 octobre 1933 accordant congé à M. EBANDA, commis radiotélégraphiste principal de 5^e classe.

Un congé de 90 jours, avec traitement, du 20 novembre 1933 au 17 février 1934 inclus, est accordé à l'infirmier de 5^e classe AMOUZOUVI Bernard EKOUÉ, du service médical d'émigration, pour en jouir à Anécho.

16 novembre 1933 — Un congé de 23 jours, avec traitement, du 27 novembre au 19 décembre 1933 inclus, est accordé au mécanicien de 2^e classe VIDJAKOU, en service aux chemins de fer (traction), pour en jouir au Territoire.

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 27 novembre au 26 décembre 1933 inclus, est accordé à l'ouvrier de 7^e classe MENSAH Aron, en service aux chemins de fer (traction), pour en jouir au Territoire.

22 novembre 1933. — Une permission de 8 jours, avec traitement, du 23 au 30 novembre 1933 inclus, est accordé au garde frontière LASSEY Marc, en service au cercle de Klouto, pour en jouir à Porto-Séguro (cercle d'Anécho).

Sanctions disciplinaires

Par arrêté du :

14 novembre 1933. — Le garde d'hygiène de 4^e classe stagiaire BANKOLE Moïse, est licencié de son emploi, pour mauvaise manière habituelle de servir.

Commissions d'enquête

Par arrêté du :

21 novembre 1933. — Une commission d'enquête composée de :

M.M. LELONG, administrateur-adjoint de 3^e classe des colonies *Président*

CACCAVELLI Félix, surveillant principal après 36 mois des travaux publics de l'A. O. F.

SONOKPON MAGNIDE, facteur de 2^e classe des P. T. T.

Membres

se réunira sur la convocation de son président à l'effet de donner son avis sur le cas du facteur-enregistreur de 4^e classe des chemins de fer DOËVI Augustin.

Le facteur-enregistreur DOËVI Augustin sera appelé à présenter sa défense oralement ou par écrit.

Secours

Par arrêté du :

27 octobre 1933. — Est accordé un secours de mille cinq cents francs (1.500 frs) une fois payé au nommé Pierre ZOUMAWO, ex-ouvrier cartouchier du service de construction du chemin de fer central togolais, qui a été victime d'un accident à la carrière de Chra le 6 mai 1932.

Retrait de permis de conduire

Par arrêté du :

3 novembre 1933. — Est retiré pour une période de un an, pour compter de la date du présent arrêté le permis de conduire qui avait été accordé au nommé VEMEGAN HOUSOUNOUKPE.

FORCES. DE POLICE

1^{re} — Compagnie de milice

Affectations

Par arrêté du :

16 novembre 1933. — Sont affectés à la 4^e section de milice d'Anécho, à compter du 9 novembre 1933 :

AOUSSA SAVALOU, milicien 2^e classe M/206, de la compagnie de milice.

AHONASSOU, milicien 2^e classe M/213, de la compagnie de milice.

Révocation

Est révoqué pour compter du 15 novembre 1933 le caporal-chef OMAR YOUSSEF, N^o Mle M/244 de la compagnie de milice.

2^e — Garde indigène

Rengagement

Est rengagé pour 1 an à compter du 27 novembre 1933, le garde de 2^e classe KAKO, Mle 375, du peloton d'Atakpamé.

Licenciement

Est licencié pour fin de contrat à compter du 3 novembre 1933, le garde de 2^e classe MATOKA, Mle 896, du peloton de Mango (confirmation T. O. 605 du 3 novembre 1933).

Affectations

Sont affectés pour compter du 16 novembre 1933 :

a) au peloton d'Atakpamé :

SALIFOU AGORIGO, garde de 2^e classe Mle 746, du peloton de dépôt.

b) au peloton de dépôt (Lomé) :

TIEDRE AGOULOU, garde de 2^e classe Mle 731, du peloton d'Atakpamé.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Par décision du :

22 novembre 1933. — M. CERVEAUX Omer, administrateur de 3^e classe des colonies, chef du cabinet, est nommé secrétaire-archiviste du conseil d'administration du territoire du Togo.

Il aura droit en cette qualité à l'indemnité prévue au tableau n° 1 annexé à l'arrêté du 20 mai 1933.

TRIBUNAL D'APPEL ET D'HOMOLOGATION

Par arrêté du :

2 novembre 1933. — M. FOURSAUD, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies, est nommé membre du tribunal d'appel et d'homologation pour l'année 1933, en remplacement de M. BERNARD Jacques, rédacteur principal de 1^{re} classe de l'administration centrale du ministère des colonies, parti en congé.

M. FOURSAUD aura droit en cette qualité à l'indemnité prévue à l'arrêté du 20 mai 1933.

COMMISSIONS**Enseignement**

Par décisions des :

3 novembre 1933. — Les commissions chargées de faire subir les épreuves du certificat d'études primaires prévues à l'article 20 de l'arrêté du 27 octobre 1933 se réuniront à 7 heures dans les locaux des écoles régionales aux dates ci-après :

Centre de Lomé :	20 novembre 1933
Centre de Palimé :	23 novembre 1933
Centre d'Atakpamé :	27 novembre 1933
Centre de Sokodé :	30 novembre 1933
Centre d'Anécho :	4 décembre 1933

Les commissions chargées de faire subir les épreuves du certificat de scolarité élémentaire, prévues à l'article 19 de l'arrêté susvisé se réuniront à 7 heures dans les locaux des écoles régionales aux dates ci-après :

Centre de Lomé :	21 novembre 1933
Centre de Palimé :	24 novembre 1933
Centre d'Atakpamé :	28 novembre 1933
Centre de Sokodé :	1 ^{er} décembre 1933
Centre d'Anécho :	5 décembre 1933

Sont nommés membres instituteurs des commissions chargées de faire subir les épreuves du certificat d'études primaires et du certificat de scolarité élémentaire, qui auront lieu respectivement aux écoles régionales de Lomé les 20 et 21 novembre et d'Anécho les 4 et 5 décembre 1933 les instituteurs et institutrices dont les noms suivent :

Centre de Lomé :

M^{mes} PATANCHON,
MARTIN,
M.M. AJAVON Henri,
ANANOU André, (mission catholique),
BRUCE Thomas, (mission protestante).

Centre d'Anécho :

M^{me} PATANCHON,
M.M. AKOUETE Paulin,
David Albert, (mission catholique),
Klou Samuel, (mission protestante).

Les commissions se réuniront aux dates et aux lieux sus-indiqués à 7 heures.

4 novembre 1933. — Sont nommés présidents des commissions chargées de faire subir les épreuves du certificat d'études primaires (session 1933) :

Centre de Palimé : le commandant de cercle de Klouto,

Centre d'Atakpamé : le commandant de cercle d'Atakpamé,

Centre de Sokodé : le commandant de cercle de Sokodé,

Centre d'Anécho : le commandant de cercle d'Anécho.

13 novembre 1933. — Est et demeure rapportée la décision du 3 novembre 1933.

Sont nommés membres instituteurs des commissions chargées de faire subir les épreuves du certificat d'études primaires et du certificat de scolarité élémentaire, qui auront lieu respectivement à l'école régionale de Lomé les 20 et 21 novembre 1933 les instituteurs et institutrices dont les noms suivent :

Centre de Lomé :

M^{me} PATANCHON,
M^{lle} Madeleine BOURDIN, (mission catholique),
M.M. CUENOD (mission protestante),
AJAVON Henri,
D'ALMEIDA Alexandre.

Les commissions se réuniront aux dates et au lieu sus-indiqués à 7 heures.

18 novembre 1933. — M. FOURSAUD, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies, délégué par le Commissaire de la République, est nommé président de la commission chargée de faire subir les épreuves du certificat d'études primaires qui se réunira à Lomé (école régionale) le 20 novembre 1933 à 7 heures.

CONCESSIONS

Par décisions des :

20 novembre 1933. — Une commission composée de :
M.M. le commandant du cercle d'Atakpamé
ou son délégué *Président*

Un agent des travaux publics à Atakpamé, représentant de l'administration,

BRANTINGHAM, agent général de l'U.A.
C. à Lomé,

OLYMPIO Silvanus, agent de l'U.A.C.
à Lomé, représentant le concessionnaire,

Membres

se réunira à Atakpamé sur convocation de son président à l'effet de constater la mise en valeur de la concession acquise par la susdite société.

Il sera dressé des opérations un procès-verbal descriptif et estimatif en quadruple exemplaire dont un destiné au concessionnaire.

Une commission composée de :

M.M. le commandant de cercle de Lomé ou son délégué	<i>Président</i>
Le chef du service des travaux publics ou son délégué, représentant de l'administration.	<i>Membres</i>
BRANTINGHAM, agent général de l'U.A.C. à Lomé,	
OLYMPIO Sylvanus, agent de l'U.A.C. à Lomé, représentant le concessionnaire,	

se réunira à Lomé, sur convocation de son président à l'effet de constater la mise en valeur de la concession acquise par la susdite société.

Il sera dressé des opérations un procès-verbal descriptif et estimatif en quadruple exemplaire dont un destiné au concessionnaire.

SOCIÉTÉ

Par arrêté du :

15 novembre 1933. — Est autorisée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France la constitution d'une société artistique et sportive dite « Amicale de Palimé ».

Sont approuvés les statuts de cette association tels qu'ils sont annexés au présent arrêté.

PESTE BOVINE

Par arrêté du :

10 novembre 1933. — Est abrogé l'arrêté n° 479 du 1^{er} septembre 1933 déclarant infectés de peste bovine les villages d'Insandjabo, Koubaubou, Pandja, Bina-djouwé et Sadji, canton de Nawarè, subdivision de Bassari, cercle de Sokodé.

SPÉCIALITÉS PHARMACEUTIQUES

Par arrêté du :

10 novembre 1933. — Est complétée comme suit la liste n° 2 des spécialités pharmaceutiques autorisées dans les dépôts prévus à l'article 8 de l'arrêté du 15 novembre 1928 : « Elixir végétal vermifuge du docteur GUILLET ».

EXHUMATION

Par arrêté du :

21 novembre 1933. — Est autorisé le transfert en France, sur le paquebot *Banfora* attendu à Lomé vers le 27 novembre 1933, des restes mortels de M. Henry BENOÎT, avocat à Lomé, décédé à Lomé le 17 février 1932.

DOMAINES

Avis de demandes d'immatriculation

au livre foncier du cercle de Klouto

Suivant réquisition, n° 896, déposée le 24 novembre 1933 le sienr Manfred Atomehé profession de cultivateur, demeurant et domicilié à Dalavé, région d'Agou-Nyongbo. (cercle de Klouto), agissant au nom et pour son compte personnel, a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Klouto, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 24 ares 68 centiares situé à Dalavé, région d'Agou-Nyongbo, (cercle de Klouto) et borné au nord par terrain à Wahrenfried Tété Ahavi, à l'est et au sud par terrain au requérant, à l'ouest par terrain à la mission protestante.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 897, déposée le 24 novembre 1933 le sieur Wahrenfried Tété Ahavi, profession de cultivateur, demeurant et domicilié à Dalavé, région d'Agou-Nyongbo. (cercle de Klouto), agissant au nom et pour son compte personnel, a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Klouto, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain en forme de polygone irrégulier d'une contenance totale de 1 ha. 35 ares 36 centiares situé à Dalavé, région d'Agou-Nyongbo, (cercle de Klouto) et borné au nord, à l'est et à l'ouest par terrain à Wahrenfried Tété Ahavi, requérant, au sud par terrain à Manfred Atomehé et la mission protestante.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition aux présentes immatriculations ès mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage des présents avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Le conservateur de la propriété foncière,
PEYROTTE.

PARTIE NON OFFICIELLE

« L'administration du Territoire déclare décliner toutes responsabilités à quelque titre que ce soit des textes insérés dans la partie non officielle. »

AVIS

De perte de la copie du livre-foncier

1^{er} Avis

Conformément aux dispositions de l'article 99 du décret du 24 juillet 1906 sur le régime de la propriété foncière; il est donné avis de la perte de la copie du titre-foncier numéro quatre vingt deux du cercle de Lomé appartenant à la dame FIANYO MAOUSSI, sans profession demeurant à Lomé.

X^e FOIRE DU HAVRE

Quinzaine de Pâques 1934.

31 Mars — 15 Avril.

La X^e Foire du Havre aura lieu du Samedi 31 Mars, veille de Pâques, au deuxième dimanche après Pâques, 15 Avril 1934.

Le succès remporté par la dernière manifestation havraise, tant par le nombre et la qualité des produits exposés, que par l'affluence des visiteurs et l'activité des acheteurs, est du meilleur augure pour la grande Quinzaine Coloniale, Maritime, Industrielle, Commerciale et Agricole de l'an prochain.

Déjà, de nombreux Exposants, satisfaits des résultats obtenus, ont non seulement retenu leurs stands, mais se sont faits les propagandistes bénévoles en faveur de la X^e Foire du Havre.

Le confort des aménagements du Grand Palais, la disposition nouvelle du plan de répartition des emplacements qui place véritablement chacun des stands sur le « pourtour », grâce au jeu d'un sens unique de circulation obligatoire et d'ailleurs inévitable, et les vastes dimensions de l'enceinte, donneront toutes satisfactions à chacun des Exposants.

Pour recevoir le Règlement Officiel, les formules d'adhésion et les plans, prière d'en adresser la demande à M. le Secrétaire Général de la Foire du Havre — Le Havre (Seine-Inférieure).